



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
Semaine du 29 juin au 3 juillet 2026

Faits saillants

- Japon : après avoir atteint son point le plus bas depuis 40 ans, le yen s'apprécie brusquement en cette fin de semaine
- Japon : le patrimoine financier des ménages au plus haut, porté par la hausse des marchés actions et le NISA
- Corée du Sud : le gouvernement dévoile trois « mégaprojets » dans l'IA

Japon

Secteur financier

Marché des changes | Le yen a oscillé autour du seuil des 162 JPY pour 1 USD cette semaine, atteignant un point bas à 162,8 JPY le 1^{er} juillet, son plus bas niveau depuis décembre 1986. C'est avant tout la vigueur actuelle du dollar US qui tire ce mouvement baissier, le ton plus *hawkish* du Président de la Fed, K. Warsh, ayant pour effet de faire basculer les anticipations du marché de l'hypothèse de baisses de taux vers de possibles hausses d'ici fin 2026. L'écart de taux directeurs entre les États-Unis (3,50-3,75 %) et le Japon (1 %) demeure de fait le principal facteur structurel de dépréciation, d'autant que les marchés s'interrogent sur le rythme de la normalisation de la Banque du Japon (BoJ). Alors que le gouvernement Takaichi vient d'annoncer un programme massif d'investissement public-privé de plus de 370 000 Mds JPY (2 013 Mds EUR), la BoJ est mise sous pression s'agissant du rythme de resserrement de la politique monétaire. La nomination de l'économiste *dovish* A. Sato au *Policy Board* de la BoJ le 30 juin, portant à deux le nombre de membres reflationnistes, et les perspectives de renouvellement de deux membres *hawkish* en juillet 2027, renforcent les doutes du marché en matière de trajectoire des taux. Dans ce contexte, la Ministre des Finances S. Katayama a réaffirmé le 30 juin que le gouvernement était prêt à prendre des « mesures décisives » s'agissant du cours du yen. Son ton est apparu toutefois plus mesuré qu'avant l'intervention d'avril dernier, quand le vice-ministre en charge des relations internationales A. Mimura avait aussi lancé un « dernier avertissement » aux spéculateurs, conduisant les marchés à estimer

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 03/07	Var. vs. 29/06
USD/JPY	161,8	+0,07 %
USD/KRW	1 527,9	-0,81 %
Nikkei 225	69 744 pts	+0,55 %
KOSPI	8 088 pts	-3,84 %
JGB 10 ans	2,772 %	+16,9 pbs
KTB 10 ans	4,196 %	+5,8 pbs

que le seuil d'une possible nouvelle intervention avait été rehaussé vers la zone des 163-165 JPY. Pour autant, cette fin de semaine, le yen a connu un brusque mouvement d'appréciation : après avoir évolué autour de 162,5 JPY le 2 juillet, la devise est revenue à 161,1 JPY, les marchés restant en alerte face à l'hypothèse d'une nouvelle intervention. Selon *Reuters*, les autorités envisageraient de renoncer à leurs avertissements préalables habituels pour privilégier l'effet de surprise, une approche susceptible de déstabiliser les importantes positions spéculatives vendeuses sur le yen. La période de liquidité réduite autour du 4 juillet, jour férié américain, est identifiée comme une fenêtre potentiellement favorable à une telle opération.

Patrimoine | Selon *SMBC Nikko Securities*, le patrimoine financier des ménages japonais a atteint un nouveau record de 2 386 000 Mds JPY (12 915 Mds EUR, +7,1 % en glissement annuel), porté par la hausse des marchés actions. Les actions et fonds d'investissement représentent désormais 23,6 % des actifs financiers, en hausse de +23,6 %, tandis que la part des dépôts est tombée à 47,2 %. Cette réallocation a été soutenue par deux facteurs. D'une part, le NISA (*Nippon Individual Savings Account*), dispositif d'exonération fiscale sur les plus-values et revenus du capital, modélisé sur l'ISA britannique et conçu pour encourager les ménages de l'Archipel à investir plutôt qu'à thésauriser en dépôts bancaires, continue de générer des flux soutenus vers les fonds d'investissement. D'autre part, l'inflation, qui érode le rendement réel des dépôts, accélère le mouvement de réallocation, les taux d'épargne étant négatifs depuis cinq trimestres consécutifs. Les plus-values latentes des ménages sur actions et fonds ont crû de 178 000 Mds JPY (965 Mds EUR) depuis fin 2022, soit environ 2,9 millions JPY (15 724 EUR) par ménage. Cette dynamique s'inscrit dans l'objectif du gouvernement de porter la part des actifs financiers risqués à 40 % du patrimoine des ménages d'ici 2040, contre 25 % aujourd'hui.

Marché obligataire | Les rendements des JGBs ont été sous pression cette semaine, le taux à 10 ans atteignant 2,77 % le 2 juillet (+6,49 % sur la semaine). La courbe s'est fortement pentifiée, les maturités longues subissant une double pression : d'une part, les marchés ont interprété les prochaines lignes directrices de politique économique du gouvernement, appelant à une gestion monétaire « appropriée » en coordination avec la BoJ, comme un signal de resserrement plus graduel qu'attendu ; d'autre part, l'annonce du plan d'investissement de 370 000 Mds JPY (2 013 Mds EUR) a ravivé les craintes sur la soutenabilité des finances publiques. Le taux à 30 ans a ainsi bondi de +5,8 % à 3,94 % et celui à 20 ans de +6,9 % à 3,77 %. À l'inverse, l'adjudication à 2 ans a enregistré une forte demande, avec un ratio de couverture de 4,82 contre une moyenne sur 12 mois de 3,74, contrastant avec les craintes croissantes d'émissions supplémentaires sur le segment long.

Secteurs non financiers

IA | Le gouvernement Takaichi a annoncé mardi un soutien de 1000 Mds JPY (environ 6 Mds USD) destiné au développement d'un modèle de fondation d'IA souverain et ouvert. A l'issue de l'appel d'offres lancé par le METI, le consortium *Noetra* – qui réunit notamment Softbank, Sony, NEC et Honda – a été retenu pour concevoir le modèle conjointement avec l'Institut National des Sciences et Technologies Industrielles Avancées (AIST). Le programme ciblera l'IA physique, des systèmes d'IA destinés au pilotage de robots et machines capables d'interagir avec le monde réel. L'initiative japonaise intervient dans un contexte où la course à l'IA est aujourd'hui dominée par la Chine, leader mondial des brevets liés à l'IA physique, et les États-Unis. Ce financement s'inscrit dans une stratégie plus large du gouvernement visant à limiter la dépendance aux modèles d'IA étrangers et renforcer ainsi la souveraineté technologique du pays. Le Japon ambitionne de déployer 10 millions de robots autonomes d'ici 2040 et d'intégrer les données et le savoir-faire manufacturier japonais à l'IA afin d'améliorer la productivité des entreprises. Afin d'accélérer la mise au point du modèle, le nombre d'investisseurs rejoignant

Noetra devrait dépasser 40 dès la mi-juillet. Le lancement du service est attendu pour 2027, avec une priorité donnée à un usage domestique dans un premier temps.

Sécurité économique | Le ministère du Commerce de la République Populaire de Chine (MOFCOM) a annoncé le 29 juin un nouveau durcissement des restrictions à l'export visant le Japon, portant sur les biens à double usage. Le MOFCOM a ajouté 20 entreprises et organisations japonaises considérées comme participant du « renforcement des capacités militaires du Japon » à la liste des entités vers lesquelles les entités chinoises ont l'interdiction d'exporter des biens à double usage (« *ban list* »). Ont notamment été ajoutés à la liste l'Institut des Etudes de la Défense (NIDS) – *think tank* affilié au Ministère de la Défense – ainsi que plusieurs entités affiliées à *Mitsubishi Electric*. Le MOFCOM a aussi ajouté 20 entreprises et organisations japonaises à la liste des entités vers lesquelles les exportations sont limitées par des contraintes procédurales, en raison de difficultés de vérification de l'utilisateur/utilisation finale des biens à double usage (« *watch-list* ») ; sont notamment concernés *Mitsui E&S* et *Japan Nuclear Fuel*. Ces restrictions à l'exportation s'ajoutent à celles déjà mises en place par Pékin le 24 février dernier, dans un contexte de tensions sécuritaires régionales.

Relation Japon-Inde | A l'occasion de la visite de la Première ministre Sanae Takaichi en Inde, du 1^{er} au 3 juillet, le Japon s'est engagé à hauteur de 4 Md USD d'investissements dans des projets énergétiques en Inde, destinés à la résilience des systèmes énergétiques des deux pays. Ont ainsi été annoncés : (i) la fourniture long terme d'ammoniac vert vers le Japon, estimé à 3 Mds USD, porté par un consortium nippo-indien, qui devrait bénéficier de subventions supplémentaires du Ministère de l'économie et de l'Industrie au titre de sa stratégie hydrogène ; (ii) la construction d'une usine de production de panneaux solaires et de batteries en Inde (616 M EUR) couvert par des garanties de la *Nippon Export and Investment Insurance* (NEXI) ; (iii) la participation au financement du réseau électrique indien via 492 M EUR de prêt de la *JBIC* pour une ligne de transmission électrique haute tension, financée sur l'enveloppe de 10 Md USD accompagnant l'initiative *POWERR Asia*. Ces premiers investissements pourraient être complétés par de nouvelles annonces à l'issue de la visite pour un montant total de 12 Mds USD. Une feuille de route sur la sécurité économique a été adoptée afin de sécuriser les chaînes d'approvisionnement en semi-conducteurs, batteries et minéraux critiques. En parallèle, un partenariat renforcé a été lancé dans l'intelligence artificielle. Ce rapprochement économique pourrait s'accélérer avec la mise en place d'un mécanisme de règlement direct en monnaies locales entre le yen et la roupie, sans conversion préalable en dollars US.

Corée du Sud

Secteur financier

Commerce extérieur | Les exportations coréennes ont progressé de +71 % en juin en glissement annuel (g.a.), à 102,3 Mds USD, leur plus forte hausse depuis 1978 et un niveau mensuel record. Cette nouvelle performance, supérieure aux attentes de marché, a été principalement portée par les semi-conducteurs, dont les ventes ont quasiment triplé sous l'effet du cycle mondial d'investissement dans l'IA. Cette dynamique s'étend également aux produits informatiques, ainsi qu'aux smartphones, aux automobiles et aux produits pétroliers. Par destination, les exportations vers la Chine et les États-Unis ont enregistré les plus fortes progressions, tandis que celles vers l'Union européenne ont augmenté de manière plus modérée.

Politique monétaire | L'Indice des Prix à la Consommation a progressé de +3,2 % sur un an en juin, son plus haut niveau depuis deux ans et demi. Cette hausse de l'inflation s'explique principalement par l'augmentation des prix du pétrole (+23,1 % du prix de l'essence) et l'affaiblissement continu du won face au dollar, qui renchérit le coût des matières premières importées. En détail, le won a clôturé à 1 549 KRW pour 1 USD le 30 juin et 1 554 KRW le 1^{er} juillet, son niveau le plus faible depuis le 6 mars 2009. Dans ce cadre, une hausse du taux de référence de la Banque de Corée (BOK), maintenu à 2,5 % en mai, est attendue le 16 juillet. Le gouverneur Shin Hyun-Song avait précédemment indiqué qu'il serait nécessaire de « relever les taux d'intérêt en temps opportun », tandis que le chef des finances a réaffirmé que la stabilisation des prix était la « priorité absolue du gouvernement ». Des mesures micro et macroéconomiques complémentaires sont également attendues, telles qu'une surveillance plus stricte des transactions spéculatives.

Secteurs non-financiers

Mégaprojets dans l'IA | Le gouvernement LEE Jae-myung a annoncé cette semaine un plan d'investissements publics et privés visant à mobiliser 1 350 Bn KRW (872 Mds USD) autour de trois « méga-projets » destinés à développer en Corée les secteurs de l'IA physique, des semi-conducteurs et des centres de données dédiés à l'IA, avec l'ambition d'atteindre 18,4 GW de capacités d'ici 2035 dont 8,4 GW dès 2028. Le plan prévoit une réorganisation géographique industrielle par l'établissement de nouvelles bases de production dans les régions du sud-ouest (Honam) et de Chungcheong. Ce regroupement stratégique vise à positionner la Corée comme un acteur central de l'écosystème mondial de l'IA. En particulier, face à la demande croissante de semi-conducteurs, Samsung Electronics et SK Hynix ont annoncé un investissement de 800 Bn KRW (520 Mds USD) dans l'augmentation des capacités productives. Ce plan stratégique public-privé nécessite encore des précisions sur sa gouvernance et son orientation. Notamment, une feuille de route publique est attendue pour articuler les enjeux de raccordement électrique, d'approvisionnement en eau, de formation d'une main-d'œuvre qualifiée et de réduction des délais d'autorisation administrative.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtresor.gouv.fr